La Commune

Qui nous représente ? Personne !

"Grande marée" et Pots au contre-feu ...

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 45 – Vendredi 10 mai 2018

La fête à Macron est derrière nous. Mais, nous n'avons encore rien vu, paraît-il, puisque le 26 mai, ce sera la « grande marée ». Autrefois, c'était une chanson de Bernard Lavilliers qui entrevoyait déjà « *Un roi perclus de solitude sur son trône dérisoire* »...Ce roi qui s''enferre, qui pave notre enfer et qui fait le vide autour de lui. Il y aurait semble-t-il personne en face. Alors, des empires médiatiques en fabriquent un. Un insoumis utile, le fou du roi en quelque sorte.

Autrefois, le romancier tchèque dissident Milan Kundera avait écrit : *« la vie est ailleurs* » : elle est dans les grèves, elle est dans ce qu'affrontent quotidiennement de dizaines de millions de femmes et d'hommes qui cherchent à tâtons leur propre issue et qui, soyons-en sûr ne se laisseront pas confisquer la parole par des aspirants à une « solution de rechange » (même si cette "solution" dans le cadre du système se prend parfois pour une « alternative globale »).

Des dizaines de millions de femmes et d'homme ont commencé à prendre la parole par les actes .

La Lettre de La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

Contenu

Ces tribuns qui nous « saoulent de fumée »

Encensoirs, violonnades et autres artifices

Quelle force organisée pourrait représenter les exploités et les opprimés ?

Dites-nous quelle est votre attitude vis-à-vis du Pouvoir et nous saurons qui vous êtes.

Qui entrave la liberté de mouvement des syndicats ?

Notre camp : le camp des exploités et des opprimés !

Dernière minute :

La dernière trouvaille de la bureaucratie syndicale ferroviaire, le « **Vot'action** »

Au moment où nous écrivons, la grève des cheminots montre que la combativité des cheminots est intacte. De la même façon, les salariés d'Air France n'entendent pas se laisser dépouiller.

La grève des Velib, la grève des personnels des catacombes sont faites de la même détermination.

Tout un monde sépare les motivations des grévistes des prétentions de ceux qui se prennent pour les « fédérateurs » de la « résistance sociale » et des préoccupations de ces dirigeants syndicaux qui traitent avec le gouvernement , participant ainsi à « la réforme » en espérant, qui sait, y ouvrir un « volet social »… derrière les grilles de la « concertation ».

Ces tribuns qui nous « saoulent de fumée »

Voilà qui laisse donc le terrain libre à ces politiciens qui veulent que le syndicalisme leur serve de marchepied pour être en haut de l'affiche, et annexer les syndicats à leur dessein propre : « fédérer le peuple » derrière leur panache blanc. Le tout au nom de l'unité, et de la convergence des luttes, histoire de paver les choses des plus belles intentions du monde.

Au demeurant fort sympathique, l'ami Ruffin prend parfois des airs de messie en tentant de croire qu'il pourrait « rallumer l'espoir dans les cœurs ». Comme si l'espoir ne s'allumait pas tout seul, au feu de l'action de classe et de masse pour changer la vie que l'on mène, à partir des droits qui nous sont disputés. A-t-on besoin d'allumeurs de réverbères ?

Dire n'importe quoi pourvu que ça mousse est devenu un art depuis que s'ébattent les Lordon et Mélenchon qui, visiblement savent mieux que les « gens », ce qu'ils veulent et ne veulent pas. Ils ont leur façon à eux de nous « saouler de fumée » par la magie du verbe.

Encensoirs, violonnades et autres artifices

Mélenchon disait avoir compris la leçon des abstentions aux élections de l'an passé.

61% d'abstentions, blancs et nuls au second tour des législatives .

Un abstentionnisme des ouvriers et de la population qui souffre prenant la tournure, selon les propres mots de Mélenchon, d'une grève civique du vote. Un mouvement profond qui avait un sens bien précis : plus personne ne nous représente, nous les ouvriers, les employés, les jeunes, les femmes travailleuses, les chômeurs. Quelque chose de bien plus net que le « tous pourri ».

Les Mélenchon et Corbière pensent pouvoir inculquer leurs « lumières » de haut en bas, depuis leur piédestal et leur chaire médiatique. Au lieu d'élever les sentiments qui prennent corps en bas, dans les grèves et dans les conditions de travail, de vie. Au mieux, ces sentiments devraient être tamisés, comprimés, concassés dans l'étau d'une « démocratie participative » pour devenir des jérémiades, des plaintes, des …suggestions. Or, les sentiments qui animent la masse ne sont pas des suppléments d'âmes, des violonnades sentimentales et lyriques, ils naissent et se développent à partir des besoins immédiats, au feu de la crise sociale. Les belles phrases qui appellent à « rompre avec le monde pourri » ou avec « le monde El Khomri » sont simplement des encensoirs, des rideaux de fumée et comme dirait Mélenchon lui-même des formules « gazeuses ».

Quelle force organisée pourrait représenter les exploités et les opprimés ?

Pour notre part, nous pensons qu'une force à même de représenter les travailleurs et la population qui souffre ne peut pas ne pas être anticapitaliste, anti-bureaucratique et internationaliste. N'était-ce pas ce que le NPA au moment de sa création, promettait d'être ? Encore faut-il y croire ! Encore faut-il agir de façon indépendante ! Encore faut-il croire simplement et nettement que le rôle d'une force politique

anticapitaliste consiste à aider la population laborieuse à compter d'abord sur ses propres forces. Or, des porte-parole comme Besancenot nous disent que tant qu'il n'y a pas « l'unité » ou « l'union », on ne peut rien faire. Et, en guise d'unité, Besancenot nous demande de frayer avec les anciens ministres et ex-candidats Hamon et Mélenchon ? Les salariés ont-ils besoin de tuteurs de ce genre pour réaliser l'unité par l'action et dans l'action ? Les cheminots ou les « Velib » et « air France » attendent-ils que messieurs Hamon et Mélenchon accordent leurs instruments de musique pour s'engager dans le combat contre les réformes et « contrats » capitalistes ? Posons la question autrement : le NPA qui se veut un parti anticapitaliste et, par là même, une organisation cherchant à représenter les travailleurs, ne peut-il pas décider librement de mener campagne pour le retrait de la réforme ferroviaire, contre la réforme universitaire ? Le NPA est-il vraiment obligé de participer au grand concert qui noie ces deux exigences vitales dans un fatras de considérations sur la convergence des luttes et l'unité avec deux personnages qui, tous deux, sans jamais se renier, ou s'auto-critiquer, ont participé à des gouvernements qui ont tourné le dos à la défense des intérêts ouvriers et à la défense du droit aux études et à un vrai travail pour les jeunes ? Faire l'unité avec deux chantres de la CSG, cela coule-t-il vraiment de source ?

Dites-nous quelle est votre attitude vis-à-vis du pouvoir et nous saurons qui vous êtes

En réalité, les partis, mouvements et « nuits debout » doivent être jugés sur l'attitude qui est la leur vis-à-vis de Macron.

Des mouvements, partis, fronts ne pourront prétendre représenter les exploités et les opprimés s'ils craignent de dire haut et clair : Que Macron s'en aille, avec toutes ses réformes, ses plans et ses simagrées !

Si leurs discours ne vont pas droit au but, cela signifie qu'ils veulent garder Macron. Comme ils ne peuvent pas le dire ouvertement, ils parlent de fête à Macron, de grande marée ou de « débordement général » ou de « partage des richesses ».

Bien sûr, il ne suffit pas de dire : Dehors Macron. Il faut discuter des moyens à lever pour qu'il s'en aille. Il faut nécessairement parler de ceux qui le protègent de la colère des masses, quitte à composer, traiter avec lui et quitte à participer « socialement » à ses réformes.

Ceux-là, ce sont les bureaucraties syndicales. Ce sont elles qui par leurs faits et gestes et leurs stratégies « d'actions » désactivées et brise-lames portent atteinte à l'indépendance des syndicats.

Ces bureaucraties syndicales ouvrent ainsi la brèche dans laquelle Mélenchon cherche à fondre les syndicats dans un mouvement soit disant « politico-social » pendant que Macron cherche à les fondre dans sa machine à détruire les droits collectifs des salariés.

Qui entrave la liberté de mouvement des syndicats ?

Mélenchon, dans le créneau « populiste » qui est le sien et Macron, dans la logique capitaliste pure se placent vent debout contre **le principe de syndicats libres, c'est-à-dire, syndicats libres de toute attache avec les « élus du peuple » et tout gouvernement. Syndicats libres, c'est-à-dire, qui n'ont pas d'autre boussole que la défense des intérêts et droits des salariés pour s'orienter** .

Or, ce qui entrave le plus cette liberté de mouvement des syndicats, ce ne sont ni les mélenchonnades ni macronneries mais la bureaucratie syndicale.

Cette bureaucratie syndicale est « libre » à sa façon : personne ne lui met un pistolet sur la tempe pour se concerter avec Macron, personne ne lui met un bâillon sur la bouche pour l'empêcher de dire haut et clair : pas de discussion avec le gouvernement tant que les ordonnances et projets de réforme ne sont pas abandonnés, retirés et abrogés.

C'est très librement que Martinez, il y a un an, avait souhaité que Macron ait le maximum de VOIX.

C'est très librement que Mailly et Martinez ont accepté les conversations sur les ordonnances « travail. Tellement librement qu'ils se sont affranchis de réunir, avant toute décision, les commissions confédérales nationales [1]FO et CGT.

Faudrait-il que tout cela ne soit pas dit ?

Nous savons à quel type d'objections, de sarcasmes ou d'offuscation nous nous frottons quand nous disons ce que nous avons dire sur Martinez, Mailly, Mélenchon …Les mettre en cause, nous dit-on, ce serait faire le jeu de Macron et des grands médias capitalistes. Cette réplique est, au demeurant, très confortable : elle permet de ne pas répondre à nos « attaques » mais de nous enjoindre de « choisir notre camp ».

Sous peu, lorsque nous dirons le mal que nous pensons de l'orientation de Martinez, nous nous entendrons dire : « vous faites le jeu de Mélenchon ».

Notre camp : le camp des exploités et des opprimés !

Notre camp, ce n'est pas celui de Mélenchon, ou des hauts-cadres CGT ou FO.

Nous ne connaissons quant à nous que deux camps :

Le camp des grévistes et des manifestants qui veulent en finir avec les réformes capitalistes et garder leurs acquis sociaux – et, à l'autre pôle de la société, le camp des capitalistes, des banquiers et de leur gouvernement Macron.

En quelque sorte, ce serait donc plutôt à Mélenchon, Martinez et au nouveau Mailly de dire dans quel camp au juste ils se situent.

Dans le camp de Macron ou dans le camp des exploités et des opprimés ?

Ce serait plutôt à eux de parler carte sur table car pour l'instant, ce sont bien eux qui font tout ce qu'il faut pour que Macron se maintienne jusqu'en 2022…Tout, même des pot-au-feu !

Ils ont beau dire, ils ont beau faire :

en dépit de toutes leurs diversions, au moyen de la divergence des luttes au nom de leur convergence, ces ténors, tribuns, technocrates divers et variés du syndicalisme, les grèves actuelles révèlent déjà au grand jour que le mouvement profond pour en finir avec Macron et ses réformes et pour que les syndicats ne soient plus tenus en laisse par quiconque, ce mouvement-là est bel et bien engagé.

Ceci n'est pas un pronostic, c'est une détermination.

Dernière minute :

La dernière trouvaille de la bureaucratie syndicale ferroviaire, le « Vot'action »

Tous les cheminots ont pu le constater. Jusqu'à présent, ils n'ont jamais été consultés

- Ni sur les fameuses « modalités » de la grève, décidées en haut lieu entre bureaucrates des différentes fédérations
- Ni sur le mot d'ordre de retrait de la réforme
- Ni sur « l'opportunité » des discussions avec Macron-Philippe-Borne

Sur ces trois points, ni les syndiqués, ni les grévistes n'ont été consultés.

Et maintenant, l'intersyndicale des bureaucrates lance une consultation des cheminots, grévistes ou non, « pour ou contre la réforme ». Ce qui ne les empêche pas, dans le même temps, de poursuivre les palabres avec madame Borne.

Ce « Vot'action » est la dernière trouvaille pour empêcher les assemblées générales de cheminots de décider librement et SOUVERAINEMENT

La réforme ferroviaire ? Personne n'en veut !

Ni les cheminots, ni la masse des usagers qui prennent le train pour aller travailler.

La seule solution, c'est le RETRAIT TOTAL ET DEFINITIF de cette réforme

11 mai 2018

1 A la CGT et à FO, les commissions confédérales nationales réunissent les représentants des unions départementales et fédérations de branche entre deux congrès, en réunions ordinaires ou extraordinaires- En toute démocratie syndicale, ces commissions auraient dues être convoquées en juin 2017, après les

législatives et l’annonce des ordonnances « travail » pour déterminer la ligne d’action face à ces ordonnances.

Modifié le vendredi 11 mai 2018

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse ... la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »